

LE SONDAGE DU « MONDE LIBERTAIRE » (publié dans le n° 905) EST DISPONIBLE A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE  
N'HÉSITEZ PAS A LE RETIRER, LE REMPLIR ET A NOUS LE RENVOYER !

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

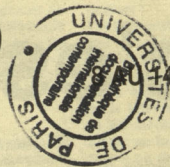
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

4 AVRIL 1993

N° 909

10,00 F



## Intoxication, médias et politique : les faiseurs d'opinion

### EDITORIAL

« La fonction réelle de la machine à informer :  
secréter le message global et massif du  
maintien de l'ordre, de la permanence des rôles  
et des institutions. »

J.-M. Geng,  
in « Information-Mystification »

LA PRESSE écrite, parlée et télévisée est un « outil puissant, propre à influencer profondément sur les individus ». (1)

On se souvient des moyens audiovisuels de propagande de Goebbels. De récents événements (Roumanie, Golfe...) nous ont montré « que les stations de radio et de télévision constituent presque toujours l'un des premiers objectifs des auteurs de coup d'Etat ». (2)

Les mass médias peuvent assurément entraîner des modifications d'opinion chez les individus, sans même que ceux-ci réalisent ce qui a suggéré le changement : « nous oublions donc ce sont, éventuellement, les moyens de communication de masse qui ont provoqué chez nous un changement d'opinion » (3). A l'heure où nous connaissons surtout le monde à travers les mass médias, le contrôle de ceux-ci est une arme redoutable, un moyen important d'influence sur les opinions et les actions des individus. Il est indéniable que les médias sont influencés par les directives de l'Etat et des groupes incarnant les « valeurs ». On sait que

ce sont de grandes familles qui détiennent les moyens de diffusion. Les médias reproduisent les hiérarchies sociales ; renforcent la justification des prérogatives des classes dominantes.

Les médias jouent un rôle politico-idéologique important, rôle qui nous amène à poser le problème de leur objectivité.

Il est indéniable que la presse informe souvent d'une manière volontairement dirigée ; il arrive qu'elle participe à des actions de désinformation.

La production d'informations est déterminée par l'idéologie dominante. « Ce qui vaut la peine de constituer une nouvelle est, plus ou moins inconsciemment, décidé par les différents mass médias en référence à la pensée des gens importants de l'Establishment ». (4)

Bien sûr, l'influence des médias est subtile. Les médias peuvent agir directement, mais aussi de manière plus indirecte, en valorisant certains modèles de rôles sociaux, en insistant sur certains stéréotypes, certains préjugés.

Du fait que les hommes « lisent en même temps la même chose dans les mêmes journaux » (de Gaulle), la personnalité, l'individualité propre à chacun n'y trouve plus du tout son compte.

Les hommes sont massifiés dans le spectacle de l'événement. La vision que les hommes ont du monde est largement redevable aux médias. La seule connaissance qu'ont les hommes de certaines réalités provient des médias.

« Ce sont, en fait, les médias qui structurent l'environnement politique des hommes de ce temps » (5). Aussi, personne ne peut nous protéger des déviations médiatiques par rapport à la réalité. C'est d'autant « plus grave et important que cette réalité de seconde main que nous dessinons les médias est souvent perçue comme la réalité fidèlement dépeinte ». (6)

(suite p. 3)

TELE:  
LA 5 EST  
MORTE...



### PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL

## Le travail c'est pas de la tarte !

QUI LE PREMIER, sur les tréteaux de la foire électorale, a d'un coup de baguette magique, sorti le lapin du chapeau ? Un socialo ?... Un écolo ?... Peu importe ! Toujours est-il que ce génial concept du « partage du travail » a brusquement jailli des envolées oratoires, des débats télévisés, des professions de foi des candidats roses ou verts.

Ainsi, avec des trémolos dans la glotte, Bérégovoy s'est écrié : « Il faut donner un message d'espoir à ceux qui, chez nous, n'ont pas de travail... La France doit être à l'avant-garde du partage du travail. » (1) Il va encore se trouver des mauvais esprits pour insinuer, en ricanant mollement, que ce « message d'espoir » aurait pu être lancé douze ans plus tôt... D'autant plus que le postulat « partage du travail égale réduction du chômage » constitue déjà une bien vieille histoire. On le

trouve énoncé, en effet, dans le programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédigé par Trotsky... en 1938 ! (2) Ce qui prouve, au moins, que nos politiciens ont de saines lectures.

« Avec ce small bang,  
Rocard était sans doute  
candidat au « Mur du çon »  
du Canard enchaîné ! »

La palme, en matière d'originalité, revient incontestablement à Michel Rocard qui dans un meeting électoral à Saint-Etienne a doctement expliqué : « Le drame n'est pas qu'il y ait 10% de chômeurs, c'est que ce soit toujours les mêmes. Si on ne travaillait que les 9/10e de ces fameux 37 ans et demi de cotisa-

tions et que, pendant le dixième restant, par roulement, on embauchait les autres, ça changerait tout. C'est tout à fait possible. » (3)

Et Rocard de suggérer que, tous les cinq ans ou tous les dix ans, chacun prenne une demie année ou une année sabbatique pour voyager, faire de la peinture, de la musique... On imagine déjà le smicard de Citroën ou Renault élaborant ce séduisant projet : « Tiens, l'an prochain, au lieu de m'emmerder sur la chaîne, je prendrai une année sabbatique et j'irai aux Antilles ! »

Avec ce small bang, Rocard était sans doute candidat au « Mur du çon » du Canard enchaîné !

Après la mémorable raclée qui vient de leur meurtrir les côtes, les sociaux et les écolos, tout occupés à régler leurs comptes familiaux, vont ranger le « partage du travail »

(suite p. 2)

« L'actualité du  
mois en dessins »  
avec Mary

P. 7

T2137 - 909 - 10.00 F



F.P. 2520

# Le travail c'est pas de la tarte !

(suite de la « une »)

au magasin des accessoires, pour le ressortir peut-être lors de la prochaine présidentielle. Tout au plus le sujet pourra-t-il servir d'os à ronger à une CFDT qui n'a plus de copains sous les lambris ministériels.

En attendant, pour le patronat, qui ne rate jamais les bonnes occasions, la campagne sur le « partage du travail » a fourni un prétexte en or pour multiplier les chantages aux licenciements et imposer ainsi le blocage ou la baisse pure et simple des salaires. *Le Monde* citait à ce propos des entreprises qu'il estime être en difficulté, comme CIC-Bordeaux, Potain, la cristallerie Daum, et d'autres en meilleure situation, comme Thomson (tubes électroniques) ou la Biscuiterie Nantaise.

Imaginons la réprobation qui, désormais, va s'abattre sur toute revendication salariale !

Le patronat joue, c'est évident, sur cette connotation chrétienne du « partage » : « *Mon brave, vous n'avez pas de pain, acceptez la moitié du mien !* », « *Mon pauvre ami, vous n'avez pas de travail, je vous cède le dixième du mien* »...

Il s'agit là d'une chouette entourloupette destinée à justifier l'exploitation renforcée de ceux qui ont encore du travail et à faire croire que le chômage des autres étant une calamité aussi naturelle que les intempéries, il faut voler au secours des sinistrés.

Or le chômage n'a rien de naturel ni de fatal. C'est le pur produit d'un

système économique où les décisions, les choix, sont pris en pleine conscience par les détenteurs du capital. Des productions sont transférées dans les pays à faibles coûts de main-d'œuvre. Une partie des capitaux est destinée à la spéculation sur les marchés financiers. A ce sujet, il convient de rappeler ces précisions d'un financier, citées par

Avec ces gains de productivité, il est possible de produire de plus en plus de biens de consommation et d'équipement avec de moins en moins d'heures de travail. Voilà qui devrait faire le bonheur de l'humanité et qui, au contraire, plonge dans la misère des dizaines de millions d'individus dans les pays industrialisés.

En toute logique, l'augmentation de la productivité devrait permettre une réduction massive de la durée du travail, sans diminution de salaires puisque les produits sont surabondants. Mais cette logique-là s'oppose à celle du profit, et il faudrait une formidable pression du monde du travail pour contraindre patronat et Etat à lâcher du lest.

En 1936, la semaine de quarante heures (avec augmentation des salaires) arrachée par des millions de travailleurs occupant les usines fait reculer le chômage. Il en est de même aux Etats-Unis, en 1933, avec le *New Deal* de Roosevelt, destiné à canaliser les luttes ouvrières. « *La semaine de travail est ramenée uniformément à 36 heures, alors qu'elle était de 38 à 45 heures selon les industries, ce qui permet le réemploi de un million sept cent cinquante mille chômeurs* ». (6)

Il est évident que les anarchistes ne pourraient que soutenir une lutte de la classe ouvrière pour les 35 heures en sachant toutefois que son succès ne suffirait pas à faire disparaître le chômage et que rien n'est définitivement acquis, la classe dominante s'efforçant toujours de reprendre, d'une façon ou d'une autre, ce qu'elle est contrainte de céder. Par exemple en augmentant encore plus la productivité !

Notre appui aux revendications immédiates ne nous fait pas perdre de vue nos objectifs finaux, mais nous incite à orienter celles-ci en fonction de ceux-ci. Ainsi, nous pouvons soutenir des revendications salariales en nous efforçant de les amener à une remise en cause de la hiérarchie (et sans oublier que nous œuvrons pour la disparition du salariat...).

En ce qui concerne le « partage du travail », nous

avons une raison supplémentaire de ne pas militer en faveur de cette œuvre de charité aux relents de sacristie. En effet, une partie de ce travail, organisé en fonction du seul profit ou des besoins de l'Etat, est inutile ou nuisible. Nous voulons sa disparition, ce qui suppose, bien sûr, une toute autre organisation économique et sociale, pour ne laisser personne sur le pavé. Il ne peut donc être question, à notre avis, de souhaiter le « partage » de ce genre d'ouvrage.

D'ailleurs, dans notre projet de société, le communisme libertaire ne partage pas le travail comme on découpe la tarte aux pommes de grand-mère ! Il l'organise en vertu du principe : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». (Les conceptions anarchistes en la matière ont reçu un commencement d'application en Ukraine [1918-1920] et en Espagne [1936-1938], dans des conditions extraordinaires difficiles mais où fut démontré la validité de ces idées.)

De chacun selon ses aptitudes physiques et intellectuelles, et en tenant compte, autant que possible,

de ses préférences... Une telle organisation du travail constituerait, à coup sûr, la tâche prioritaire d'une société libertaire à ses débuts. Sébastien Faure l'a bien expliqué : « *Ne faut-il pas « vivre d'abord et philosopher ensuite » ? Or pour vivre, deux actions sont de toute nécessité : produire et consommer ; mieux encore : produire pour consommer, car on ne peut consommer que ce qui a été, au préalable, produit. Production d'abord, consommation ensuite sont à la base de toutes les nécessités vitales* ». Et Sébastien Faure précisait aussi : « *Je suis fort éloigné de sous-estimer la place considérable qu'il sera nécessaire et, partout, raisonnable d'attribuer à la réorganisation immédiate du travail au lendemain de la véritable Révolution sociale* ». (7)

S'il ne faut pas perdre sa vie à la gagner, il est également certain que la quantité de travail nécessaire ne sera pas infiniment compressible. Sera-t-il possible d'en ramener un jour la durée quotidienne à trois heures comme l'envisageait Paul Lafargue dans son très discuté pamphlet *Le Droit à la paresse* ? D'autres vont plus loin encore en affirmant que deux ou trois ans de travail dans toute une vie, suffiraient ! Une hypothèse qui ne paraît pas sérieuse quand on sait qu'il faut consacrer des années à la seule formation professionnelle. Pendant

près de trois décennies que j'ai passées avec les bleus sur le dos, en grande partie dans la sidérurgie, j'ai pu vérifier qu'un ouvrier ou un technicien arrivant avec une bonne formation de base a besoin de plusieurs années de pratique sur le tas avant de pouvoir bien maîtriser son métier. J'imagine qu'il en faut au moins autant à un chimiste, un biologiste, un ingénieur, un chirurgien !

Autre enseignement : le travail industriel, quand il ne s'agit pas d'un boulot répétitif assommant, de cadences épuisantes, peut constituer une très riche forme de culture. Dans une société libertaire tout devrait tendre à la transformation de la production en activité créatrice enrichissante.

Avec la disparition des travaux inutiles et nuisibles, un plus grand nombre d'individus pourrait œuvrer à la fabrication des biens nécessaires, mais les changements que l'on peut prévoir dans la nature et le rythme des opérations conduiront aussi à travailler plus lentement, ce qui limiterait probablement la réduction du temps de travail...

En effet, il faudra toujours cultiver la terre (sans laisser de friches !), aller à la pêche en mer, construire suffisamment de maisons, d'immeubles, avec tous leurs équipements, de théâtres, de salles de concerts, des bibliothèques, fabriquer des vêtements, des ustensiles de toutes sortes. Regardez autour de vous, dans votre univers quotidien et dressez l'inventaire à la Prévert, de tous les objets dont l'individu aux goûts les plus simples aura toujours besoin...

Imaginons aussi que l'on veuille réduire la production d'automobiles. Il faudra alors produire plus de locomotives électriques, de wagons, de rails, de tramways, de bus et trolleybus, ce qui suppose le fonctionnement de nombreuses usines avec leurs machines-outils, d'aciéries et de laminiers, et donc de très gros besoins en électricité...

Bref, quand nous en serons en ces temps d'Anarchie, chantés par Sébastien Faure, l'ouvrage ne manquera pas. Mais ce sont les travailleurs qui détermineront la durée de leurs activités, les conditions dans lesquelles elles s'exercent, et la destination des produits. Les travailleurs, et eux seuls, puisque patrons et Etat auront disparu de la circulation.

Sébastien Basson

- (1) *Le Monde* du 11 janvier 1993.
- (2) *Programme de transition*, Classique Rouge, n° 5, François Maspéro éditeur, p. 21.
- (3) *La Tribune-le Progrès* du 15 mars 1993.
- (4) *Le Monde* du 24 septembre 1991.
- (5) *Alternatives économiques*, n° 14, 4<sup>e</sup> trimestre 1992.
- (6) *Le Monde* du 7 au 8 mars 1993.
- (7) *L'Encyclopédie anarchiste*, page 2 792.

**« Or le chômage n'a rien de naturel ni de fatal. C'est le pur produit d'un système économique... »**

Paul Fabra dans *le Monde* : « *Les décalages croissants qui se produisent entre cette sphère de spéculations et la zone d'activité industrielle et commerciale « normale » en matière de bénéfices [...] risquent de provoquer des perturbations de plus en plus graves dans le jeu des activités productives* ». (4)

Mais la cause principale des « dégraissages » réside, sans aucun doute, dans l'augmentation continue de la productivité, résultat de la concurrence acharnée qui oppose les capitalistes dans la recherche du profit maximum. Selon *Alternatives économiques*, le gain de productivité par actif occupé est de 26% en France, pour la décennie 1981-1991. Il s'agit, selon cette revue, d'une « *machine à détruire les emplois. En tout cas à en limiter l'augmentation* ». (5)

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....

A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

# Intoxication, médias et politique : les faiseurs d'opinion

(Suite de la « une »)

Sachant cela, la tentation pour les classes dirigeantes de faire passer leurs discours par l'intermédiaire des mass médias, et surtout de la télévision, est inévitable. C'est ainsi qu'ils utilisent les mass médias pour sécréter l'intoxication (manipulation idéologique). Intoxication dans le but d'obtenir un consensus, un statu quo social.

L'intoxication repose sur le contrôle de la réception des informations par le public. Le public est conditionné à recevoir l'information à un moment bien précis.

L'habitude structure l'information dans l'implacable périodicité quotidienne du journal, dans l'horaire du journal télévisé.

L'intox est déjà dans la seule quotidienne du journal, journal de masse, journal pour tous sans distinction d'appartenance. L'information structure la vie mentale de chacun. Et cette structure s'aliène en contrôle.

L'information contemporaine est loin de constituer cet immense « potentiel de socialisation du savoir » qu'y voyaient aux premiers temps de l'audiovisuel les apologistes du progrès technique.

A l'heure actuelle, « observateurs » et « spécialistes » s'accordent pour dénoncer l'insignifiance, la confusion d'informations fragmentaires et fugitives, alimentant la sensationna-

lisme d'un public vorace ou neutralisant les différences et différends dans la monotonie des rubriques locales. Le problème, c'est que la plupart de ces « observateurs » et « spécialistes » se limitent à parler de complexités technologiques et refusent de remettre en cause le rapport organique de l'information et du système socio-économique qui l'émèt.

L'analyse des discours d'intoxication des grands médias ne doit pas se réduire aux problématiques techniques de la communication ni surtout se détacher de son lieu d'émission idéologique et politique, être traité en entité autonome.

## Fascination pour le spectacle

L'heure de la primauté de la télévision est arrivée. Avant, les informations télévisées étaient basées sur l'information apportée par la presse écrite. Aujourd'hui, c'est la télévision qui impose ses normes à la presse écrite. Et elle impose ses perversions, la fascination pour l'image, pour le spectacle. Les images fortes (de mort, de chagrin) ont pris le dessus de l'actualité. La presse écrite suit l'exemple, et s'adresse elle aussi en premier lieu à l'émotivité. Le « poids des mots » ne vaut plus le « choc des images ». (8)

Cette primauté de l'image, cette fascination pour le spectacle font que le spectateur n'attache plus d'importance à l'essentiel ; il est distrait ; son sens critique est anesthésié. Sans doute le public ne consomme-t-il pas tout et son « degré de consommation » dépend-il de son niveau culturel et de l'image qu'il a du médium et de la source de la communication ; mais il est fort probable que l'accès à l'image télévisée lui donne l'impression de participer aux prises de décision, d'« être au courant » et donc de détenir la vérité, puisque la télévision lui permet de voir ce qui se déroule à l'échelle planétaire.

La télévision nous transforme en dévoreurs d'images ; elle nous transmet de rapides visions du monde comme un spectacle. On constate la « perte de vitesse de la culture des livres et de l'écrit au profit d'une civilisation de l'image ».

« Cette facilité de se tourner vers l'image vient du fait que les gens cherchent des loisirs faciles à cause du travail éreintant » (stress). Il est plus facile de se gaver d'images, installé dans un fauteuil et d'assister à un spectacle qui peu à peu perd toute signification...

La télévision décompose « les liens de sociabilité de la famille ».

La télévision structure un environnement politique que les gens ne peuvent connaître qu'à travers elle. C'est pour cela que les hommes politiques s'en servent. Le discours politique est adapté à une prestation télévisée pensée pour lui. On adopte pour le discours électoral les normes imposées aussi au discours quotidien de la télévision, de ses journaux télévisés, de ses débats, de ses magazines. Le discours présenté par les hommes politiques à la télévision s'intègre à l'univers du spectacle, se fait discours spectaculaire (par exemple l'utilisation du direct pour renforcer la théâtralité). Simultanément à l'adoption de l'arsenal spectaculaire, les discours politiques de gauche comme de droite ont tendance à se faire plus modérés, plus homogènes les uns aux autres, à adoucir les aspects trop controversés des positions politiques, pour ratisser aussi large que possible auprès du public. Et l'antenne est réservée à deux camps : le camp conservateur et le camp réformiste. Pas ou peu de place pour les dits « extrémistes ». Pas de place pour un discours nouveau. La télévision fige ainsi le discours politique. (9)

Benny Thyrlon (« Alternative libertaire » n° 151, avril 1993)

(1) à (7) Roland Cayrol, *Les Médias*.  
(8) « L'ère du soupçon », *Le Monde diplomatique* n° 446.  
(9) Roland Cayrol, *Les Médias*.

## RENDEZ-VOUS

**MONTPELLIER**  
Les sympathisants désireux de contacter la FA sur l'Hérault peuvent le faire en écrivant à : FA c/o « Pourquoi tant de haine ? », Radio L'Éko, BP 5555, 34070 Montpellier cedex 3.

**PARIS**  
A vos plumes ! — Dans le cadre de son projet d'édition de la brochure *Les anarchistes face à la télévision*, le groupe Salvador-Haro et le Réseau pour l'abolition de la télévision invitent les lecteurs du Monde libertaire à donner leur avis sur ce média. Vaste sujet en effet qui n'a pourtant guère été appro-

fondi. C'est donc le moment d'en profiter !

Toute contribution sera la bienvenue ; toutes les opinions doivent se faire entendre. Voici quelques pistes pour faciliter votre démarche : que pensez-vous de la télévision aujourd'hui ? Est-ce un média comme les autres ? Est-ce un instrument de communication ou de manipulation ? Peut-on y échapper ? Quelle alternative envisager ? Une télé libertaire, pourquoi pas ?... mais pour quoi faire ? Pour toute correspondance, écrivez au groupe Salvador-Haro, librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Associations

### FÊTE DE SARTHE LIBERTAIRE A ALLONES

Sarthe libertaire (dont fait partie le groupe FA du Mans) organise une soirée avec Guimou de la Tronche et Elisabeth, qui seront accompagnés de Florian, Mélanie et Sabine, qui interpréteront Font, Val, Thiéfaïne, Kvier, Levasseur. La soirée aura lieu au théâtre de Chaoué à Allones, le samedi 10 avril, à 20 h 30. Entrée 30 F (avec le Monde libertaire sous le bras).

### BULLETIN DU CIRA DE LAUSANNE

Le n° 49 du bulletin du Centre international de recherches sur l'anarchisme de Lausanne vient de paraître (33 pages de bibliographies). Si vous souhaitez le recevoir, faites-vous connaître, envoyez vos publications ou une cotisation de 150 FF (40 FS), qui donne droit aux services de la bibliothèque (prêt de livres, informations bibliographiques). Compte chèques postaux : 12-17750-1 Genève.

CIRA, 24, avenue de Beaumont, CH-1012 Lausanne (Suisse). Tél. : (4121) 652.48.19 ou 652.35.43.

## LÉGISLATIVES

### Les guignols sont de retour les bouffons s'en vont !

Les élections viennent juste de se terminer et les politiciens comptent leurs points. S'il est vrai que la victoire de la droite est écrasante et que son nombre de députés à l'Assemblée nationale est tout à fait disproportionné, aucune formation, qu'elle soit de droite ou de gauche, n'a voulu se pencher sur le problème de fond de ces élections, un problème qui repose pourtant la question de la « démocratie » parlementaire. Avec 31,5% d'abstentionnistes, 3,65% de votes blancs et quatre à cinq millions de personnes qui ne sont pas inscrites sur les listes électorales, la légitimité des formations politiques en prend un sacré coup... Regardons les chiffres, sous cet angle nouveau : la droite unie ne représente alors plus que 22% du potentiel d'électeurs, l'extrême droite fascisante de Le Pen 7%, la gauche (PC/PC/extrême gauche) 17,5% et les écologistes 4,5%...

Les électeurs, fatigués du baratin des organisations politiques, préfèrent de plus en plus aller à la pêche. Et comme aucun politicien ne peut représenter une alternative, c'est le repli général chez soi. Le syndicalisme, lui-même, a été colonisé par la clique politique, qui a placé ses serviteurs à la tête et qui lui interdit tout rôle novateur dans la société. Le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle, n'est plus qu'un vieux souvenir, que les bureaucrates syndicaux tentent de faire oublier à jamais. Ce syndicalisme révolutionnaire, auquel nous sommes attachés et que nous tentons de faire revivre à la CNT, propose aux opprimés, là où ils subissent leur exploitation, de prendre en charge leurs affaires et de se passer de tout intermédiaire politique. Un syndicalisme qui, par delà la défense quotidienne de l'exploité, avance un projet global de société, sans exploitation et sans classe.

La droite est de nouveau là, avec sa suffisance, sa hargne et son mépris. Plutôt que de faire confiance aux politiciens réformistes et inconséquents de gauche, prenons nos affaires en main !

CNT de Tours

N.B. : Si vous êtes intéressés par la CNT, contactez-nous. Vous pouvez aussi recevoir, gratuitement, notre périodique, *L'Anarcho du Val de Loire*, en écrivant à : Confédération nationale du travail, BP 1303, 37013 Tours cedex.

## Echos de presse

Du neuf et du pas mal du tout, le 25 mars dernier, le Jour est né. Quotidien parisien populaire aux accents progressistes, anti-conformistes, voire libertaires de seize pages... Populaire tendance cool, c'est-à-dire l'inverse, et de très loin, de France-Soir, il a l'ambition de nous surprendre, et c'est réussi.

« Créer un journal, c'est créer des liens, prendre la parole. C'est aussi la donner, la révéler, la provoquer, la bousculer, l'écouter. Nous irons dans la rue, dans la ville, dans le métro, dans les bouchons ou les bureaux. »

Jean-Christophe Nothias, le directeur de publication et l'équipe du Jour (tous bénévoles pour le premier mois, paraît-il) ont effectivement égayé nos premières matinées de printemps.

Lundi 29 mars, au lendemain des élections législatives, le Jour titrait : « Y'a qu'à relancer le bâtiment » et ajoutait au sujet des députés « Faites-les travailler », avec en prime une photo des Guignols de l'Info.

Mercredi 1<sup>er</sup> avril, « Manufrance : enfin une vraie manif », avec (normal) une photo d'aquarium... Brèves diverses sur Paris et sa région (un suivi attentif des mal-logés), l'essentiel de l'info politique sans nous gaver des éternels politiciens, une sélection télé, chapeauté ainsi : « On n'est pas obligé », avec de temps en temps une sélection radio où est citée Radio Libertaire (on a même eu un article sympa). Le Jour, qui coûte 4 F, mérite une « visite » régulière.

N'oubliez pas aussi de vous procurer le numéro d'avril du mensuel bruxellois *Alternative libertaire*. Au menu du mois, il y a un dossier sur les médias, qui complétera à merveille notre article de « une », extrait d'ailleurs de ce dossier (juste retour d'ascenseur).

Le mensuel *Alternative libertaire* coûte 20 F. Il est disponible à la librairie du Monde Libertaire.

**SIDA : MOBILISATION GÉNÉRALE !**  
Semaine d'action et d'information  
du 26 avril au 4 mai 1993  
sur Radio Libertaire (89.4)  
avec ACT UP-PARIS  
et de nombreuses associations

CAMPAGNE DE DÉBAPTISATION AU MANS

## Déchristianisons-nous !

« Le prêtre remet à Dieu l'origine du droit du bien, de la liberté. Il érige un législateur extérieur et supérieur à l'homme. Du créateur véritable du droit, le prêtre fait un être subordonné ; de l'homme, il fait un fidèle comme l'homme d'Etat fait du citoyen un sujet... »

L'anticléricalisme est un vieux cheval de bataille des anarchistes. Aujourd'hui, pour le Français moyen, ce combat n'a plus lieu d'être car la croyance en Dieu, les bénédictions aux communions, aux mariages ou aux inhumations ne sont plus, certes, de la première importance chez la classe ouvrière comme dans la bourgeoisie. Pourtant, avec la crise économique et la perte de confiance dans les partis politiques, on a vu renaître depuis quelques années un certain engouement pour les sciences occultes. Si ces dernières passent par de nombreuses sectes ou associations de pensée qu'il nous faut continuer à dénoncer, la religion semble, elle aussi, reprendre du poids parce qu'elle est soutenue par notre culture et par les médias. On ne citera que l'exemple des cinémas incendiés lors de la sortie du film *La*

*Dernière tentation du Christ* de Martin Scorsese, pour illustrer le danger que représente encore l'Eglise catholique de nos jours.

Pour que notre anticléricalisme quotidien soit plus efficace, il nous faut aller plus loin, et soutenir toutes les initiatives légitimes qui iront dans ce sens. Mais si l'Eglise catholique paraît si intouchable, c'est d'abord et avant tout du fait du nombre de ses adeptes : environ 50 millions recensés en France, eh oui ! Car il suffit d'être baptisé pour être répertorié « catholique », et c'est là la grande fourberie de la religion. Trouvez-nous un seul nouveau-né qui ait personnellement refusé le baptême... et on n'est pas jésuites !

Notre première tâche est donc là, car nous avons le droit (peu médiatisé en revanche) de radier notre baptême sur simple envoi de la lettre-type suivante à la paroisse qui nous

a inscrits au registre des baptêmes lors de l'acte fatal.

En effet, l'Eglise catholique ne peut pas refuser cette requête, car elle serait alors en mesure d'être poursuivie en justice au même titre qu'une secte.

« Monsieur le curé,  
Ayant été baptisé en l'église de..., le ... sous le nom de..., je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter sur le registre des baptêmes et en regard de mon nom la mention suivante : « à renié son baptême par lettre du... »

Ce sera ainsi pour faire l'expression de la vérité, que nous respectons vous et moi, en évitant le mensonge qui pourrait faire croire, au vu de mon nom sur ces registres, que j'appartiens à la communauté catholique.

Ainsi, vos scrupules et les miens seront apaisés et vos registres purs de toute ambiguïté.

Vous remerciant par avance, je vous adresse, Monsieur le curé, l'expression de mes sentiments de meilleures civilités.

Fait à....., le .....  
N'oubliez pas de joindre une enveloppe timbrée à votre adresse pour la réponse.

Gr. FA du Mans

N.B. : Le groupe FA du Mans fait partie d'une coordination anticléricaliste qui organise une campagne de débaptisation.

Cette campagne se terminera par un repas et un débat le lundi 12 avril (jour de Pâques), à 12 h. Des permanences pour s'inscrire au repas auront lieu du lundi 5 au vendredi 9 avril, de 18 h 30 à 19 h 30 à la Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, troisième étage, au Mans.

**VALLÉE D'ASPE** — Malgré la victoire juridique du 2 décembre 1992, le projet de percer un tunnel sous le col du Somport reste bien réel. Loin d'abandonner la partie, les promoteurs de ce « grand dessein pour le Béarn du XXI<sup>e</sup> siècle » clament à qui veut les entendre que de toutes façons « le tunnel se fera ». Seule solution pour empêcher le retour des bétonneurs : le reboisement. C'est ce qu'a décidé la Coordination pour la sauvegarde active de la vallée d'Aspe (CSAVA), animée, entre autres, par le remuant Eric Péteitin. Le 21 mars dernier, au lieu d'aller voter, les militants de la CSAVA et leurs sympathisants sont allés planter des arbres sur le chantier du tunnel. Le 11 avril pour la fête de Pâques, ils remettront cela, ainsi que le 1<sup>er</sup> mai et le 31 mai.

Information transmise par la CSAVA

N.B. : CSAVA, Maison dans la Montagne, 64490 Cette-Eygun. Tél. : 59.34.78.83.

## RENDEZ-VOUS

### Union régionale parisienne de la Fédération anarchiste

POUR CONTACTER  
LES GROUPES DE LA FA  
EN RÉGION PARISIENNE

#### SEINE-ET-MARNE

— Groupe Sacco et Vanzetti, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles. Tél. : 64.21.43.14.

Permanence : chaque dimanche de 10 h à 12 h, au local de la rue Emilie.

#### VAL-DE-MARNE (LE KREMLIN-BICÊTRE/TVRY)

— Groupe Etoile Noire c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Vente du *Monde libertaire* : marché du métro Maison Blanche, le dimanche de 10 h à 12 h.

#### HAUTS-DE-SEINE

— Groupe Fresnes-Antony, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony. Tél. : 46.68.48.58.

Permanence : samedi et dimanche de 10 h 30 à 12 h.

Vente du *Monde libertaire* : marchés d'Antony et de Palaiseau, le dimanche de 10 h 30 à 12 h.

#### SEINE-SAINT-DENIS

— Groupe Henry-Poullaille c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Vente du *Monde libertaire* sur le marché de Saint-Denis, le dimanche de 10 h 30 à 12 h.

#### PARIS

— Groupe Louise-Michel (Paris 18<sup>e</sup>), « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

Permanence : chaque samedi de 15 h à 18 h au local « La Rue ».

Vente du *Monde libertaire* : marchés Le Pic et Le Poteau, le dimanche de 11 h à 13 h.

— Groupe La Villette (Paris 19<sup>e</sup>-Nord) c/o Bagaudes, 66 avenue Secrétan, 75019 Paris.

Vente du *Monde libertaire* : métro Crimée (angle de la rue de Crimée et de la rue de Flandres, devant la colonne Morice), chaque vendredi de 18 h à 19 h.

— Groupe Pierre-Besnard (Paris 19<sup>e</sup>) c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Vente du *Monde libertaire* : marché de la place des Fêtes, le dimanche de 10 h 30 à 12 h.

— Groupe Ubu c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Vente du *Monde libertaire* : gare de l'Est, le mercredi de 17 h 30 à 18 h 30.

— Groupe Février c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Pour tout contact, joindre « Les Chroniques du nouvel ordre mondial », le mardi de 18 h 30 à 20 h ou « Femmes Libres », le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30, sur Radio Libertaire (tél. : 42.62.90.51).

— Groupe Berneri c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (Activités centrées sur Réflexion-Action-Prison-Justice.)

Permanence : bar « Le Métro » (métro Abbesses - 75018 Paris), le mercredi de 19 h à 20 h.

#### LES PERMANENCES DE L'UNION RÉGIONALE

— Une permanence est assurée chaque samedi de 14 h à 18 h, à la librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot (M<sup>o</sup> Oberkampf), 75011 Paris.

Chaque premier samedi du mois, de 15 h à 18 h, une bibliothèque est ouverte au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

#### POUR TOUT AUTRE CONTACT EN RÉGION PARISIENNE (PARIS ET DÉPARTEMENTS FRANCILIENS)

Librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Ouvert de 14 h à 19 h 30 du lundi au vendredi et le samedi de 10 h à 20 h. Tél. : 48.05.34.08. FAX : 49.29.98.59. La librairie permet l'accueil, les renseignements et est le siège de Radio Libertaire (89.4 FM).

D'autres groupes et liaisons existent en Ile-de-France en dehors de l'Union régionale parisienne. Ils peuvent être contactés à la librairie du *Monde Libertaire*.

#### « RENCONTRES & CHANSONS » A BOURGOIN-JALLIEU

Dans le cadre de « Rencontres et chansons », l'association Contre-Courants organise la cinquième fête de la chanson, le samedi 10 avril, à 21 h, au théâtre Jean-Vilar à Bourgoin-Jallieu, avec Christian Paccoud et Véronique Pestel. Entrée : 70 et 90 F

## Associations

#### TABLE DE PRESSE DE LA CNT A BESANÇON

La CNT du Doubs tient une table de presse chaque deuxième mercredi du mois de 15 h à 19 h au bar Le Yam's de Besançon. Toujours en cette ville, il est possible de se procurer le périodique local de la CNT, *Guerre sociale*, au bar L'Underground. CNT, BP 343, 25207 Montbéliard cedex.

#### ECOPOLE : FUTUR VILLAGE ÉCOLOGISTE DU QUERCY

Fruit des rencontres « Vivre et travailler autrement », a germé l'idée d'un village écologique, fondé sur l'entraide, le respect de la nature et de la personnalité de chacun. Pour créer ce centre de vie, il est envisagé l'achat d'un terrain vallonné de 120 hectares, à 20 kilomètres à l'est de Montauban, composé de terres cultivables, de prairies, de bois et d'un ruisseau.

Un écomusée sur les nouvelles techniques alternatives (l'habitat, l'agriculture, la santé...), de l'accueil, des stages, une maison d'édition sur papier recyclé sont prévus dans le sens de l'ouverture sur l'extérieur. Aujourd'hui, sur un campement aménagé et provisoire, installé à un kilomètre du futur village, se trouvent une dizaine de personnes, présentes en permanence.

Des personnes désireuses de s'investir dans le projet sont encore recherchées. Pour recevoir un dossier complet de douze pages sur Ecopole (statuts, charte, règlement intérieur de la société civile immobilière, synthèse du projet, dernières nouvelles), adressez-vous, en envoyant 14 F en timbres ou en chèque (libellé à l'ordre de « Créer en milieu rural »), à « Créer en milieu rural », Les Immosines, 82230 Monclar-de-Quercy. Tél. : 63.30.34.39.

#### ASSOCIATION CULTURELLE LIBERTAIRE DE SAINT-AVOLD (MOSELLE)

L'Association culturelle libertaire a été créée à Saint-Avold. Cette association a pour but de promouvoir l'échange des idées et des cultures des différentes ethnies vivant en Lorraine. Nous allons essayer avec votre aide de faire découvrir les coutumes, les folklores, les cuisines, la musique... de ces populations qui ont choisi la Lorraine comme port d'attache. Asiatiques, Africains, Européens, Maghrébins, Turcs, Américains, soyons solidaires et unis.

Association culturelle libertaire, Maison des Associations, rue de Dudweiler, 57500 Saint-Avold. Tél. : 87.81.03.60.

#### PIN'S EN SOLDE « ANARCHAOS » COÛTE 12 F



Le pin's « Anarchaos » en trois couleurs (noir, blanc et rouge), édité par le groupe Henry-Poullaille de Saint-Denis est soldé au prix de 12 F (au lieu de 20 F) Commandez-le à la librairie du *Monde Libertaire* (chèque à l'ordre de Publico).

LYON

# Les travailleurs dans la rue

« **N**E LAISSONS pas bâillonner les salariés de France ». Pour l'occasion, la CGT avait rassemblé beaucoup de monde mercredi 31 mars, place Bellecour à Lyon, pour exiger « la relaxe des 17 de Manufrance ».

Venus en cars (700 l), en train, en avion (un seul, affrété pour les militants corses), de tous les coins de l'Hexagone, ils étaient plus de 60 000 devant le Palais de Justice. En tête de cortège, Louis Viannet, l'actuel secrétaire général de la CGT, était accompagné de l'ancien secrétaire, Henri Krasucki, et de quelques personnalités comme Charles Fiterman (PCF), Alain Krivine (LCR), Madeleine Rebérioux (Ligue des droits de l'homme)...

Pour avoir tenté de sauver leur entreprise, 17 militants de la CGT ont été condamnés en première instance le 9 juillet 1992 par le tribunal correctionnel de Saint-Etienne à plusieurs mois de prison (avec et sans sursis) et à quelque 3,6 milliards d'anciens francs d'amende, si on totalise les sommes réclamées à tous les responsables de la coopérative. C'est justement parce qu'ils ont créé en 1981 une coopérative ouvrière de production et de distribution, la SCOPD-Manufrance, que les dirigeants cégétistes de la « vieille dame » de Saint-Etienne ont été entraînés devant les tribunaux. La justice leur reproche d'avoir fait de la « gestion sociale » et stocké « illéga-



Photo Sygma, extraite de Manufrance : nous accusons de P. Munck.

lement » 6 000 fusils. Ils ont donc été accusés de vols et d'abus de biens sociaux.

« Ce procès est celui des valeurs de justice, de dignité, de liberté. Les 17 de Manufrance ont été condamnés pour avoir osé défier l'ordre capitaliste établi, en recherchant à faire fonctionner une entreprise, non pas selon les règles du profit, mais en voulant sauver l'activité économique de la société et le plus grand nombre d'emplois possibles », défendait Louis Viannet devant les manifestants. Pari perdu, en effet, puisque la SCOPD ne réussira pas à sauver Manufrance. De 1981 à 1985, malgré tous les efforts des quelques 415 salariés restants et 4 000 actionnaires, l'opération capote. Les

subventions tardent à venir, la gestion de l'entreprise est déficitaire. Le dépôt de bilan est prononcé et les dirigeants de la coopérative sont inculpés... et condamnés.

A Lyon, les 31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril, les juges de la Cour d'appel ont entendu les arguments de la défense, aboutissant tous à la demande de relaxe des inculpés. Gestion de la SCOPD ou détournement des 6 000 fusils (rendus à la justice seulement en 1991 !), l'un des avocats a déclaré pour finir : « Je me demande s'il n'y a pas dans cette affaire une excuse de légitime défense. »

Le jugement a été mis en délibéré. Verdict le 2 juin.

Alain Davrin  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

## La loi du capital

Denis Troupenat, militant CGT du service juridique de la Confédération s'explique sur la nature du procès des 17 anciens responsables de la coopérative Manufrance.

« Les faits remontent aux années 1981-1985. C'est seulement aujourd'hui que l'on juge [...]. C'est un jugement extraordinaire, il est dit "une entreprise, c'est fait pour réaliser des profits". Nos dix-sept camarades ont donc été condamnés, une première fois en juillet de l'année passée, pour recel d'objets volés, abus de biens sociaux, pour avoir tenté de sauvegarder l'emploi !

Une entreprise doit faire du profit et non se transformer, a-t-il été reproché, en « garderie sociale ». Dans ce dernier cas, pour la justice, on a commis un délit. Incroyable, c'est pourtant écrit noir sur blanc dans les attendus du tribunal de Saint-Etienne. On nous a même accusé de ne pas avoir de patron et que Henri Rive, un des animateurs de la coopérative de l'époque, avait « poursuivi un intérêt personnel d'ordre moral en voulant préserver les emplois au sein de la SCOPD-Manufrance ; que ce faisant, il a commis le délit d'abus de biens sociaux... » (sic).

Au fond, quel est l'enjeu de ce procès ? On nous dit aujourd'hui : il n'y a pas d'autres solutions économiques que le libéralisme ; qu'il n'y a qu'une seule politique possible... Si on affirme cela, la théorie économique, ce n'est plus une théorie économique, on la transforme en norme de droit. On explique, au fond, que les lois du marché deviennent la Loi. Alors, on n'a pas le droit de la combattre, puisqu'on ne peut pas s'attaquer à la loi, au sens classique. Ceux qui s'y opposent sont ainsi transformés en délinquants, des hors-la-loi. C'est ce qui s'est passé pour les salariés de Manufrance qui ont voulu sauver leur entreprise. »

Propos recueillis par Hugues Lenoir  
(« Les Chroniques syndicales », Radio Libertaire)

## La « vieille dame » de Saint-Etienne

La Manufacture française d'armes et de cycles de Saint-Etienne a été fondée par Etienne Mimard en 1885. Patron autoritaire et paternaliste, il avait néanmoins quelques idées. « A partir d'une petite entreprise de vente d'armes de chasse par correspondance, il développa les deux faces d'un système : d'un côté une manufacture qui, outre les fusils, produisit des cycles et des machines à coudre, de l'autre un réseau de vente par correspondance qui diffusait au moment de son essor maximum 30 000 articles se rapportant à la chasse, à la pêche, au jardinage et autres activités de sports et loisirs » (1). Un des premiers réseaux de vente par correspondance, Manufrance devient vite une institution. En 1960, le catalogue tirait à 720 000 exemplaires, et le nombre des clients par correspondance s'élevait à plus d'un million de noms et adresses, sans oublier l'inénarrable magazine *le Chasseur français*, qui était diffusé à plus de 600 000 exemplaires. C'était la belle époque, surtout pour les patrons. Si Mimard en a bien profité, ses successeurs, quelques grandes familles stéphanoises comme les Fontvielle et les Drevet, étaient, eux, bien plus préoccupés d'encaisser les dividendes que d'investir pour l'avenir. Résultat : en 1985, Manufrance dépose le bilan. Les pertes cumulées se chiffrent en millions de francs. La création de la coopérative ouvrière de production par des militants CGT en 1981 n'aura fait que ralentir l'échéance.

A.D.

(1) Philippe Munck, *Manufrance : nous accusons*, VO éditions, 47 p. Prix : 20 F

« ...On les a traités de voleurs et condamnés comme tels. Ceux qui nous gouvernent ne manquent pas de culot ! Où sont les voleurs ? Où sont les massacreurs de vies ? Qu'est-ce que ça peut leur faire au puissants de ce monde que des centaines, des milliers, des millions de travailleurs se retrouvent au chômage ? Les Manufrance ont osé défier l'ordre, en créant — Sacrilège ! — une coopérative ouvrière. On les a frappés de lourdes amendes, d'aberrants dommages-intérêts et d'incroyables peines de prison. Si la situation n'était pas tragique et révoltante, on pourrait dire que c'est là une décoration, un hommage rendu à leur lutte. Mais c'est surtout une volonté de les briser, de les bâillonner, de donner une leçon à tous ceux qui voudraient les imiter. Alors, on a envie de gueuler, de crier à pleins poumons : « Courage, les gars ! Tenez bon ! Vous allez l'obtenir votre relaxe, parce que l'histoire, celle du mouvement social, nous a déjà donné raison ! » »

Denis Langlois (avocat et écrivain)



« Est-ce un hasard si le procès en appel des "Manufrance" intervient trois jours après les élections ? Si le jugement était confirmé, ce serait quelque chose d'inique dans la justice française. Rendez-vous compte : des gens, des syndicalistes condamnés pour un délit ("intérêt personnel d'ordre moral lié à la sauvegarde de l'emploi") qui n'existe même pas en droit ! Pendant que les affairistes de tous poils vivent l'âge d'or. Parions que les juges de Lyon n'oseront pas. Dans le cas contraire, je suis prêt à faire tout ce qu'il faut pour soutenir les "Manufrance". »

Jean Ferrat (chanteur)

« Le jugement qui a frappé ceux de Manufrance est un jugement de combat, comme on dit de certains patrons qu'ils sont patrons de combat. Il nous semble appartenir au siècle dernier, tout comme cette sinistre affaire Hoover, qui voit des ouvriers écossais se contenter de salaires diminués et renoncer au droit de grève pour mériter le privilège d'être exploités. Allons-nous accepter, à la veille du troisième millénaire, le retour des méthodes et pratiques en vigueur au dix-neuvième siècle ?... »

Gilles Perrault (écrivain)

# Exactions fascistes en Allemagne

**C**ELLES-CI se poursuivent toujours en Allemagne, malgré la mobilisation antifasciste. On notera par exemple que les attaques nazies ont augmenté de 50% durant l'année 1992 (les services de renseignements allemands ont officiellement dénombré 2 285 attaques).

Voici les principales agressions commises par des militants d'extrême droite durant le mois de janvier 1993.

— Le 1<sup>er</sup> janvier, deux hommes ont tiré des coups de feu à Detmold sur des maisons d'émigrés allemands de Russie. Ils ont été arrêtés et inculpés de tentative de meurtre.

— Le 7 janvier, des skins nazis ont agressé un émigré slovaque à Erfurt et lui ont volé son argent.

— Le 10 janvier, vingt skins nazis ont attaqué une discothèque avec des battes de base-ball et blessé quatre personnes à Fisherdorf. Ils étaient également équipés de postes de CB.

A Francfort, le même jour, des skins ont agressé trois personnes et les ont jetées à l'eau peu après. L'une d'entre elles est restée en observation plusieurs jours à l'hôpital.

L'Etat fédéral de Thuringe voit quant à lui dix personnes blessées par des nazis en dix jours.

— Le 14 janvier, l'« historien » négationniste anglais David Irving est condamné par les tribunaux allemands à payer une amende de

30 000 DM (environ 100 000 F) pour avoir nié l'existence des chambres à gaz à Auschwitz.

Un professeur est révoqué le même jour pour avoir tenu des propos antisémites durant ses cours.

— Le 17 janvier, dix skins nazis attaquent le carnaval à Jettingen-Scheppach. Fait nouveau, les nazis ont attaqué, mains nues, en petit nombre. D'après les témoignages, ils ont blessé les gens en utilisant la pratique du karaté.

— Le 18 janvier, les services de renseignement fédéraux versent dans les mensonges nazis : ils prétendent par exemple qu'en ce qui concerne les affrontements entre fascistes et antifascistes, ce sont les « gauchistes » qui les causent. Pour le prouver, ils se basent sur des extraits de la presse nazie.

— Le 26 janvier, le maire de Sensheim doit démissionner après la découverte d'une lettre au Conseil national juif d'Allemagne dans laquelle il appelle son président le « chef juif » et écrivait de plus qu'il était « content de vivre dans une ville où il n'y a pas de Juifs pour déranger la paix par le poison qu'ils y répandraient ».

— Le 27 janvier, un foyer de réfugiés à Hildesheim ne devrait pas être construit dans le centre de la ville, d'après une cour de justice, car il ne faudrait pas attendre des voisins qu'ils supportent « les effluves et les bruits » des réfugiés !

— Le 29 janvier, sous le regard bienveillant de la police et des

autorités, la ville de Mainz devient un important centre nazi dans l'ex-Allemagne de l'Ouest. S'y déroulent des meetings, des rencontres avec des formations nazies étrangères (NSDAP-AO des USA, KU-KLUX-KLAN, World Union of National Socialists). Le milieu d'extrême droite à Mainz comprend une centaine de personnes et peut organiser ses activités sans être dérangé par la police. Ce qui n'est évidemment pas le cas des antifascistes.

Un fonctionnaire du Parti national-démocrate (NPD) a été arrêté le même jour à Tangstedt près de Hambourg, pour avoir ordonné des attaques contre des foyers de réfugiés. Il était notamment impliqué dans une attaque d'un foyer à Mölln, qui tua trois femmes.

— Le 30 janvier, une fois encore, la presse met à jour des pratiques discriminatoires de la part de compagnies d'assurance dans l'ex-Allemagne de l'Ouest vis-à-vis des étrangers. Des Turcs, en particulier, se voient refuser leur assurance automobile ou la voient annulée au premier petit dommage. Les assureurs prétendent que ceux-ci sont à haut risque et leur coûtent cher !

D'après « A-Infos Allemagne », n° 25, 1<sup>er</sup> février 1993, bulletin de l'IAFD (Krefeld/Moers)

Traduction : Bertrand Dekoninck (gr. Louise-Michel - Paris)

## ALLEMAGNE

**Munich antifasciste** — Le 16 février était prévue à Munich l'inauguration d'un centre Althans, qui est un centre de propagande nazie. Le matin même, 400 antifascistes ont attaqué le local avec de la peinture et des œufs, et ont tenté d'envahir les locaux. Mais la police protégeait le local, et quelques échauffourées ont suivi. Il faut dire que c'est la deuxième fois que ce local doit retarder son ouverture, puisque lors de sa première tentative, le centre avait été détruit.

Mais les agressions fascistes en Allemagne ont leurs réponses. Selon des sources policières, plus de 200 actions antifascistes ont été menées au cours des derniers mois. Il y aurait près de 4 500 activistes, anarchistes et autonomes, qui seraient disposés à intervenir contre les nazis.

## BRÉSIL

**Les Guarani se suicident** — En 1992, vingt Indiens guaranis se sont suicidés, la plupart avaient moins de vingt ans. Les raisons de ces suicides sont à rechercher dans les conditions de vie que l'on fait aux Indiens des tribus Khaiova et Nhandeva. L'invasion des terres indiennes par les grands propriétaires fonciers, l'alcoolisme, l'interférence de sectes et la surexploitation des Guaranis dans les plantations de canne à sucre les amènent à mettre fin à leurs jours. Depuis sept ans, ce sont 100 Indiens de ces contrées du Mato Grosso qui se sont donnés la mort.

Bulletin UPA (Madrid), n° 164 du 12 février 1993.

## ESPAGNE

**Menaces fascistes contre la Maison de la Paix de Saragosse** — Le 11 janvier, une lettre de menaces, signée d'un groupe d'ultras, supporters de l'équipe de football de Saragosse, est parvenue à la Maison de la Paix. Cette maison abrite un athlétisme libertaire, un groupe antimilitariste, un autre féministe, un collectif de chômeurs, le fanzine *la Mosca*... Ces différents collectifs donnent vie à ce squatt en y organisant des débats, des projections, concerts, fêtes alternatives, et ceci sur un mode de fonctionnement autogestionnaire. Cette lettre de menaces arrive au moment où l'on parle d'une expulsion des libertaires par les autorités locales.

Vous pouvez manifester votre soutien en écrivant à **La Casa, apartado 3141, 50080 Zaragoza (Espagne)**.

Bulletin UPA (Madrid), n° 165 du 19 février 1993.

**Tentative de réappropriation du Gaztete de Bilbao** — Le samedi 20 février à 21 h 30, 200 personnes ont réinvesti le squatt Gaztete de Bilbao qui était délaissé depuis cent trois jours. Pendant les quatre jours d'occupation, les squatters ont travaillé à la rénovation des locaux d'où ils avaient été expulsés. Deux assemblées avaient lieu tous les jours ; une centaine de personnes se sont relayées pour assurer une présence en cas d'intervention policière. Il faut noter que c'est la troisième fois en six ans d'existence que ce squatt du quartier du Casco Viejo fait l'objet d'une intervention policière.

**On torture encore !** — La Commission des droits de l'homme de l'ONU reconnaît dans un récent rapport que la torture est pratiquée dans l'Etat espagnol. Ce sont les dissidents basques qui sont particulièrement touchés par ces pratiques.

L'Espagne est donc classée parmi les régimes politiques les plus cruels.

Malgré la mauvaise foi de Madrid, le rapporteur, P. Kooijmans, a recensé vingt-et-une violations des droits des détenus.

Parmi elles, il y a le cas de David Garcia Gomez, « détenu à son domicile le 21 mars 1992 par des effectifs de la police nationale, qui l'ont frappé et menacé ». L'autre cas cité est celui de Mario Artola Mendibe, incarcéré le 6 janvier 1992 à Donostia, « et qui fut sévèrement frappé particulièrement à la jambe droite, entraînant une fracture du péroné et du tibia ».

Autre constante en matière de torture : l'agression sexuelle, comme celle que dut subir Itxaso Sevillano, enceinte de sept mois et arrêtée le 29 janvier 1992 à Gernica. Le rapporteur Kooijmans parle « d'agression sexuelle à l'encontre de la détenue et de menace d'avortement ».

Bulletin UPA (Madrid), n° 166 du 26 février 1993.

**Contre la loi sur la grève** — L'accord récemment signé entre le gouvernement et les syndicats CCOO-UGT pour la loi sur la grève vise à limiter les droits de défense des travailleurs. Avec cet accord, le gouvernement cherche à améliorer son image de marque devant les syndicats, et attirer ainsi les votes de gauche en vue des prochaines échéances électorales. D'autre part, les syndicats « majoritaires », CCOO (communiste) et UGT (socialiste) sont les bénéficiaires de cet accord, au détriment des autres syndicats.

L'accord exprime de façon ambiguë que les grèves pourront être appelées par CCOO-UGT, et aussi « par les autres organisations présentes dans le cadre de la grève ». Le gouvernement se réserve le droit d'intervenir dans les négociations patronat-syndicats en cas « de préjudice grave pour l'économie nationale ». D'autre part, une liste de services considérés comme essentiels ont été désignés et font l'objet d'une restriction du droit de grève. Dans ces services, seuls CCOO et UGT pourront s'asseoir à la table des négociations, alors que les luttes concernent l'ensemble des travailleurs. Enfin, des sanctions ont été déterminées en cas de grève illégale.

Ainsi donc, le droit de grève est remis en cause, et les syndicats majoritaires sortent renforcés de cet état de fait. En Espagne, les luttes sociales sont sous contrôle.

La LLeira A, n° 37, février-mars 1993.

## MEXIQUE

**Constitution du collectif Emma Goldman à Mexico** — Au mois de novembre 1992 a eu lieu une réunion de femmes ayant des préoccupations communes. Outre la constitution du Collectif libertaire Emma-Goldman, il a été décidé la rédaction d'une déclaration de principes où seront clairement exprimées les options anticapitalistes, anti-autoritaires et antisexistes du collectif.

Parmi les projets de ce groupe de militantes libertaires de Mexico, il y a la rédaction d'un bulletin pour la diffusion des idées anarcho-féministes et l'information sur la santé, la sexualité et l'avortement, actuellement interdit au Mexique.

Pour tout contact : **Collectif Emma-Goldman, Amor y Rabia, apartado postal 11-351, CP 06101 Mexico DF (Mexique)**.

Extrait de CNT, n° 147, mars 1993.

Traduction : Daniel Vidal (gr. Henry-Marius - Nîmes)

## Journées libertaires 1993 à Francfort (Allemagne) du jeudi 8 au lundi 12 avril

« VERS UNE SOCIÉTÉ ANARCHISTE » & FOIRE DU LIVRE LIBERTAIRE A L'UNIVERSITÉ DE FRANCFORT-SUR-LE-MAIN

A l'initiative de l'Anarchistischen Forum Frankfurt (AFF)

- Jeudi 8 avril : début des journées à 19 h ; 20 h : petites animations (films, chanteurs, chanteuses, exposés...)
- Vendredi 9 avril : 10 h - 12 h : animations d'ouverture ; 14 h - 18 h : groupes de travail ; 20 h : animations, discothèque.
- Samedi 10 avril : 10 h - 14 h : manifestation contre le racisme et l'Etat, pour l'anarchie et l'autodétermination ; 15 h - 18 h : groupes de travail ; 20 h : concerts, théâtre, discothèque.
- Dimanche 11 avril : 10 h - 18 h : groupes de travail ; 20 h : animations, concerts, discothèque.
- Lundi 12 avril : 10 h - 13 h : résumé des groupes de travail au plénum final.

Prix de l'ensemble des Journées libertaires : 30 DM (100 FF) ; 25 DM pour les non salariés.

Contact : Libertäre Tage 93 c/o Dezentral, W-6000 Frankfurt/Main 1. Tél. (depuis la France) : 19-49/69-494.09.43 ou 19-49/69-778.185.

Règlement ; brochures d'information (7 marks et 5 marks pour toute commande de plus de trois brochures), soutien financier : T. Schupp (LT 93), Postgiroamt Frankfurt, BLZ 500.100.60, Konto-Nr : 560973-607.

La Fédération anarchiste sera présente par l'intermédiaire du groupe Humeurs Noires de Lille, mandaté par le Secrétariat aux Relations internationales.

MUSE RÉVOLUTIONNAIRE

# L'histoire en chantant

LONGTEMPS, la chanson a été investie d'un rôle qui n'apparaît plus guère aujourd'hui. Par elle, non seulement les traditions se transmettaient, mais les nouvelles circulaient aussi. Les chanteurs ne se contentaient pas de divertir leur public, de le détourner de ses problèmes, mais assuraient également un lien entre ses diverses composantes. C'était donc un rôle éminemment social qui était dévolu à la chanson et que Robert Brécy s'attache à retracer dans deux ouvrages remarquablement illustrés, *La Chanson de la Commune* (Editions ouvrières) et *Autour de la Muse rouge* (Christian Pirot).

Il est vrai que la diffusion de la chanson, sous cette forme et jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle en France, s'expliquait, entre autres raisons, par l'analphabétisme qui régnait alors. Des textes simples, accompagnés de mélodies qui se retenaient facilement, permettaient de toucher un très large public. La chanson palliait l'analphabétisme, pourrait-on dire.

Aujourd'hui, la situation s'est quelque peu inversée et la chanson, tout au moins celle que déversent les grands médias, entretient, voire favorise l'analphabétisme. Des livres comme ceux de Robert Brécy réjouiront donc tous ceux qui, malgré tout, ne considèrent pas le genre comme « mineur », et qui lui attribuent même des fonctions sociales propres.

Dans *La Chanson de la Commune*, Robert Brécy répertorie avec minutie les multiples œuvres parfois antérieures, le plus souvent contemporaines (notamment un texte méconnu de Louise Michel à Théophile Ferré, fusillé quelques mois après la Semaine sanglante) et quelquefois postérieures à l'événement. C'est un véritable répertoire des plaintes, mais aussi des joies, du mouvement ouvrier de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle qui est ainsi offert à notre connaissance.

« Certaines œuvres sont des réussites et leurs auteurs d'authentiques poètes, d'autres sont maladroites, écrites dans une langue

incertaine ou d'une platitude navrante, mais toutes portent et, en ce sens, méritent d'être remises, au moins partiellement, sous les yeux du lecteur d'aujourd'hui », explique l'auteur, relatant par ailleurs les énormes difficultés qu'il lui fallut surmonter pour dénicher des chansons qui, bien souvent, n'avaient pas fait l'objet de dépôts légaux et qui, de plus, avaient souffert des affres de la censure.

De nombreuses chansons sont ici reproduites, parfois avec leurs partitions musicales ; des affiches, des photographies, des caricatures forment l'iconographie de ce livre.

L'iconographie est également très importante dans *Autour de la Muse rouge*, volume dans lequel Brécy dépeint l'un des plus célèbres cabarets parisiens du début du siècle. Couvrant une période (1901-1939) foisonnante en bouleversements de toutes sortes, pensons à la Première Guerre mondiale, à la Révolution russe et à l'instauration du fascisme, ce livre, au travers une fois de plus de la chanson, est un passionnant document historique. L'auteur connaît sur le bout des doigts la petite et la grande histoire de la chanson française « à texte » ou politique et, tout en dressant une sorte de catalogue, parvient à captiver le lecteur.

« On a du mal à imaginer à l'époque de la radio, du disque et de la télévision l'intérêt que suscitaient auprès du public populaire ces goguettes d'amateurs locaux et régionaux, invitant parfois une "vedette" professionnelle ou semi-professionnelle », relève-t-il, avant de conter l'histoire de la Muse Rouge, « société chantante ouvrière », pacifiste et libertaire.

Dans ce haut lieu des idées et de leurs échanges, se produisirent les plus grands et surtout les plus caustiques chansonniers de cette fameuse « Belle époque » : Xavier Privas, Gaston Couté, François-Henri Jolivet, Charles d'Avray, Maurice Hallé... sans oublier Noël-Noël et Pierre Dac qui débutèrent sur ses planches.

Les nombreuses notes biographiques que Robert Brécy consacre à ces chansonniers, dont certains n'ont laissé pour toute trace qu'une ou deux chansons, sont bienvenues et permettent de découvrir, ou quasiment découvrir, ce qu'il n'y avait pratiquement pas d'ouvrages sur le sujet, une certaine bohème, guère fleur bleue. Les publications qui virent le jour à l'enseigne de la Muse Rouge sont également recensées et témoignent de son activité.

Puisant nos beuglants radiophoniques prendre de la graine de ces deux ouvrages et modifier enfin leur répertoire ! La chanson retrouverait alors sa vocation première, à savoir faciliter la communication entre ses auditeurs, ceci pour le plus grand plaisir de tous.

Thierry Maricourt

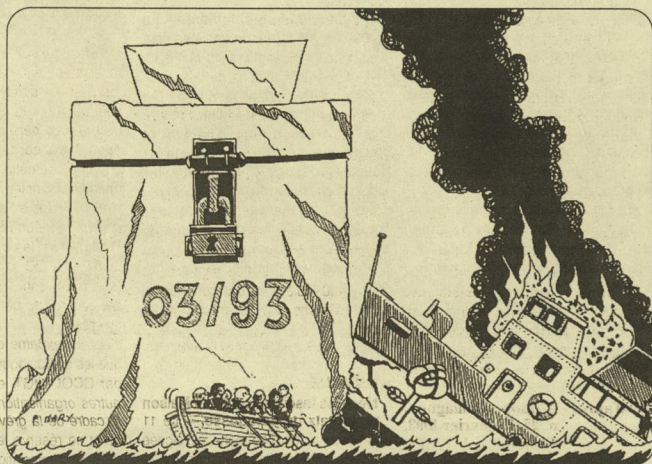
N.B. : *La Chanson de la Commune* coûte 350 F et *Autour de la Muse rouge* coûte 320 F. Ces ouvrages sont vendus à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).



Parachutages en Bosnie...

L'actualité du mois en dessins avec Mary.

Retrouvez nos rubriques le jeudi 6 mai.



### RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM) SÉLECTION DE LA SEMAINE

- « Si vis pacem », jeudi 8 avril, 18 h - 19 h 30 : les pays sans armée.
- « Rock Kontakt », vendredi 9 avril, 22 h 30 - 1 h : interview des Cadavres.
- « Koumbi », vendredi 9 avril, 21 h - 22 h 30 : les ONG du Sahel.
- « Les Chroniques rebelles », samedi 10 avril, 13 h 30 - 14 h - 30 : représentation en Tunisie.
- « De Bouche à orteil », samedi 10 avril, 14 h 30 - 17 h : le nouvel album de Claire.
- « Radio Libertaria » (émission de la CNT-FAU), mardi 13 avril, 20 h 30 - 22 h 30 : lutte armée et nationalisme.
- « Parole d'associations », mardi 13 avril, 19 h 30 - 20 h 30 : Handicap international avec Marie-Pierre Hulot.

★ *L'association « Entrez les Artistes ! » organise une fête sous chapiteau le lundi 26 avril, porte de Passy, sur la pelouse Saint-Cloud (juste derrière l'hippodrome). Tous les gens du spectacle et leurs amis sont invités. La fête débute à 19 h 30 et dure jusqu'à l'aube. Au programme : attractions, libations, repas, musique... Entrée : 80 F (une boisson + le repas) ou 50 F (une boisson). Réservations et renseignements au 43.79.51.12. « Entrez les Artistes ! », 88, boulevard de Charonnes, 75020 Paris.*

### PROJET D'ÉDITION

## Redécouvrir William Godwin

En 1794 (c'est notre bicentenaire !), William Godwin publiait à Londres *l'Enquête sur la justice Politique dans ses rapports avec le bonheur et la vertu universels*. Son but était d'abord de défendre la Révolution française contre les attaques des conservateurs. Mais cette défense prit un tour original qui la fit rejeter de tous les politiques de l'époque. En effet, Godwin critiquait avec beaucoup de fermeté le centralisme et le jacobinisme. Il soutenait l'idée de la nocivité intrinsèque de tout gouvernement quant à ses effets sur la morale et le bonheur de tous et de chacun. Il affirmait la capacité des individus à s'unir librement en vue de buts spécifiques librement déterminés, sous la conduite de la raison universelle, les intérêts de chaque individu et ceux de la collectivité étant étroitement liés.

Malgré le rejet quasi unanime dont son ouvrage fit l'objet, Godwin continuait obstinément à travers d'autres livres, sa critique de toutes les institutions qui s'opposent à la liberté et à la justice : éducation

autoritaire, inégalité des propriétés...

Tombé pratiquement dans l'oubli, en tout cas en Europe occidentale, Godwin devait cependant, de façon plus ou moins souterraine, inspirer tout un courant du socialisme anti-autoritaire anglo-saxon. Redécouvert par Kropotkine, il est généralement considéré comme le père de l'anarchisme moderne.

Cependant, excepté son roman *Caleb William*, ses œuvres n'ont jamais été publiées en France.

L'Atelier de création libertaire publiera, en septembre 1993, une traduction d'importants extraits des œuvres de Godwin. Cet ouvrage, qui comportera environ 200 pages, est proposé en souscription au prix de 55 F à verser à : Atelier de création libertaire, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01. CCP 57 24 59L. Lyon.

ACL

**R**ENDEZ-VOUS

**ELBEUF (SEINE-MARITIME)**  
Le groupe de Rouen organise un meeting sur le thème : « Qui sont les anarchistes ? », le samedi 10 avril, à 14 h, à la Maison des Associations, quartier Blin à Elbeuf.

**SAINT-AVOLD (MOSELLE)**  
Les liaisons de Sarrebourg et de Freyming-Merlebach viennent de constituer le groupe Ne plus subir. Pour sceller cette union, la projection du film *Un Autre futur* (sur l'Espagne libertaire de 1936) est organisée le dimanche 25 avril, à 20 h, au Centre d'action culturelle (CAC) de Saint-Avold.

La projection sera suivie d'un débat sur l'anarcho-syndicalisme, qui sera animé par des membres du syndicat CNT.

Pour rejoindre le groupe, écrivez à Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach cedex ou à Ne plus subir, BP 58, 67260 Sarre-Union cedex.

**P**ARUTIONS

**PRESSE**

Le n° 98 (avril 1993) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes vient de paraître. Vous pouvez vous le procurer au prix de 6 F (abonnement pour dix numéros : 60 F à l'ordre de « Contre-Courants ») à « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

**PRESSE**

Revue mensuelle éditée par les groupes Jean-Roger-Caussimont de Nancy et Ne plus subir de Sarrebourg/Freyming-Merlebach, les liaisons de Haute-Marne, de Guebwiller et des individuels FA, *l'Encre Noire*, n° 10 est disponible au prix de 5 F auprès du CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

Vous pouvez également vous abonner à *l'Encre Noire* en envoyant un chèque de 30 F à l'ordre de CESL. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

**PRESSE**

Le groupe Ne plus subir de Sarrebourg/Freyming-Merlebach édite un bulletin de 4 pages, la Feuille. Procurez-vous le premier numéro de ce bulletin en envoyant un timbre à 2,50 F à : Ne plus subir, Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach cedex.

**PRESSE**

Le dernier numéro (gratuit) de *la Mistoufe* (n° 14) voit enfin le jour. Ce petit journal artisanal a maintenant 4 ans. Il a récemment changé de peau, et sa parution n'est plus mensuelle mais irrégulière. Ce changement est dû à quelques problèmes financiers, mais aussi à un manque de temps évident, lié à l'augmentation du nombre des activités organisées dans notre local ou ailleurs, car pour nous libertaires, si écrire est important, agir l'est aussi. La Mistoufe a besoin de soutien. Envoyez des articles, des dessins, des informations, des conseils, des remarques, de l'oselle.  
La Mistoufe, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : 80.66.81.49.

**BRIQUETS « MONDE LIBERTAIRE » ET RADIO LIBERTAIRE**

Nous vous rappelons que nous avons édité dernièrement deux briquets en soutien aux organes de la Fédération anarchiste (en noir et rouge sur fond blanc). Leur prix à l'unité est de 10 F (plus 2,50 F de frais de port pour chaque briquet). Libelléz votre chèque à l'ordre de Publico.

**C**iné sélection

**Nulle image n'est innocente**

**A Malik O., entre autres**

**L**ONGTEMPS cantonné dans d'obscurs créneaux audiovisuels, le documentaire, genre à part entière, est enfin à l'honneur. Pour voir ces films, il nous fallait attendre l'excellent festival du cinéma du réel, aller au festival de Nyons ou espérer le courage d'un exploitant à oser la programmation d'un documentaire. Aujourd'hui, une association, « Documentaire sur grand écran », met toute la lumière sur ces films (festival actuellement à Utopia et à partir du 18 avril à L'Entrepôt).

Avec des films d'hier de Marker, Resnais, Franju, Reichenbach mais surtout des films récents de Conolly, Anderson, Pelechian, Van der Keuken ou encore et surtout Richard Dindo.

Ces visites du monde réel traquent l'invisible au travers de sujets aussi divers que l'armée soviétique, les Marines, la musique, l'Europe de 1991...

Commencée en mars, l'aventure de « Documentaire sur grand écran » se poursuit jusqu'au 2 mai. Le *Veilleur* de Claire Denis met en

scène Jacques Rivette, qui incarne ce veilleur, et Serge Daney, le passeur. Document brut, intelligent et fin, ce film permet la (re)découverte du cinéaste de *La Religieuse* et bientôt de *Jeanne d'Arc*.

Mais surtout, il y a un film de Richard Dindo. Peu ou pas connu de ce qu'on nomme arbitrairement le grand public.

En 1987, à la suite de faits divers meurtriers, il part, caméra au poing, sur les traces de Dani, Michi, Renato et Max, quatre immigrés. Dans une enquête minutieuse, il reconstitue à l'aide de témoins l'itinéraire de quatre jeunes qui ont

mémoire que la Suisse n'a pas le monopole des « bavures » : un soir de décembre 1986 à Paris, un certain Malik O.

*Dani, Michi, Renato et Max*, entre le documentaire et la fiction, est un film de résistance, dans le sens où il prouve que même les défaits sont porteuses d'espoir, et où elles nous aident à continuer de vivre, de lutter. *Dani, Michi, Renato et Max* constitue la face « cachée » de l'Etat suisse. Un Etat comme tous les autres.

Pratiquement pas diffusé, ce film sort aujourd'hui, et ne semble intéresser personne. Les médias restent silencieux. Avec le retour des morts-vivants « libéraux », la peur et le cirage de pompes seraient-ils de nouveau à l'affiche ?

Une presse et un cinéma aux ordres nous rappellent vaguement une période sombre de l'histoire de France. Entre 1939 et 1944, l'information télévisuelle de l'époque c'était « les actualités » d'avant le film. Cette imagerie propagandiste était la vision de la France, que la racaille vichyste voulait donner. Un écolier de l'époque s'en souvient. Il est devenu un excellent cinéaste avec la nouvelle vague. Peut-être que l'ambiance générale aujourd'hui en France et dans le monde a inspiré Claude Chabrol pour faire son film montage-collage *L'Œil de Vichy*. Les images d'Epinal (plutôt de Vichy !) sont une leçon d'histoire que certains, pour la cohésion du pays (?), auraient souhaité passer sous silence.

Images de propagande, le montage de Chabrol nous éclaire sur ce passé, comme il nous interpelle sur la force des images d'actualité, celles d'hier, celle d'aujourd'hui. Un commentaire sobre et aéré, des publicités d'époques, des chansons... soulagent les spectateurs de la nausée face à cet amas d'ignominies. Voir *L'Œil de Vichy*, c'est encore penser à aujourd'hui, avec la manipulation, l'accumulation, la vitesse ou le manque de temps pour l'analyse de toutes ces images qui nous envahissent.

Voilà des documentaires sur grand écran dessillent nos yeux. Ces îlots de vraies images dans un océan d'imageries sont là pour nous rappeler que nulle image n'est innocente.

Salim de « **Fondu au Noir** »

N.B. : *L'Œil de Vichy* est dans toutes les salles ! *Dani, Michi, Renato et Max* de Richard Dindo est à Paris à L'Entrepôt (14<sup>e</sup>) et à Utopia (5<sup>e</sup>).

**«...la peur et le cirage de pompes seraient-ils de nouveau à l'affiche ? »**

eu le tort d'abord d'être jeunes et ensuite d'être en révolte dans Zurich, ville propre. Trop propre. Ils rêvaient d'une autre vie, d'un ailleurs toujours possible, toujours utopique. Mais la police suisse les repère lors de manifestations et l'engrenage se met en marche pour aboutir à l'élimination physique de ces trouble-fête.

Richard Dindo brosse ici un réquisitoire sans faille contre les contrats de travail de type mafieux. La vérité est traquée par la recherche de témoignages, avec la mise en scène de témoins (souvent les familiers des victimes). Les derniers plans démontrent terriblement l'ampleur du complot policier mais aussi l'étrange apathie d'un pays qui lave plus blanc que blanc.

Sortie la même année, en pleine effervescence estudiantine en France, cette enquête nous remet en

**PÉTITION**

**« APPEL POUR LA PAIX MAINTENANT ! »**  
(paru dans les n° 900, 903 et 904)

Cet appel est disponible sous forme d'une pétition à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Un bilan de l'appel vous sera communiqué dans le n° 910.

**N**ouvelles du front

**UN MAIRE INSOUMIS EN ESPAGNE**

C'est à Valladolid que le 14 janvier fut jugé le maire de Bakaitu (province de Navarre), Francisco Alestaran, pour son refus de faire le service national. Il a été condamné à deux ans et quatre mois de prison.

**« LE JOURNAL DES OBJECTEURS »**

Le n° 117 du *Journal des objecteurs* (mars 1993) est depuis quelque temps à votre disposition. Il coûte 17 F (abonnement pour onze numéros : 140 F). Au sommaire : « Le procès de Joël Erhart », « Action six jours, premier bilan », « Pour... contre la conscription », « Essais nucléaires : comprendre et faire face » (dossier), « Ex-Yougoslavie : la guerre contre la démocratie », brèves, annonces...

*Le Journal des objecteurs*, 26 place Monprofit, 49100 Angers.

**R**ENDEZ-VOUS

**TOURNÉE « BONAVENTURE » EN BOURGOGNE DANS LE DOUBS & MÉDITERRANÉE**

« Bonaventure », une école libertaire dans l'île d'Oléron. Pourquoi ? Comment ? Nouvelle tournée de conférences des animateurs du projet « Bonaventure », dans les villes suivantes :

**DIJON**

A l'initiative du groupe FA, mercredi 14 avril, 21 h, au local « La Mistoufe », 61, rue Jeannin.

**SOCHAUX**

A l'initiative de la CNT du Doubs, jeudi 14 avril, 20 h 30, salle du Prado, avenue du Général-Leclerc.

**BESANCON**

A l'initiative du groupe Proudhon de la FA, vendredi 16 avril, 20 h, à Radio Bip, 14, rue de la Viotte.

**MARSEILLE**

Samedi 17 avril, 17 h, au Centre international de recherches sur l'anarchisme, 3, rue Saint-Dominique (près de la gare Saint-Charles).

**NICE**

A l'initiative du groupe Nestor-Makhno, mardi 20 avril, 20 h, à la salle Bréa, 4, boulevard Carabacel.

**MONTPELLIER**

A l'initiative du groupe FA, mercredi 21 avril :  
- 16 h 30, bâtiment D, salle 101, Faculté des Lettres Paul-Valéry, route de Mende ;  
- 21 h, au Centre Lacordaire (près de l'Esplanade).

**NÎMES**

A l'initiative du groupe Henri-Marius, jeudi 22 avril, 20 h 30, au Centre culturel Pierre-Gamel (derrière Casino), avenue Pierre-Gamel.

**TOULON**

A l'initiative des groupes Région-toulonnaise et Nada, vendredi 23 avril, 20 h, salle Frank-Arnal, rue Vincent-Scotto (quartier La Rode).

**CORRENS (CENTRE-VAR)**

A l'initiative du groupe FA de la région brignolaise, samedi 24 avril, 20 h, salle des fêtes.

**SOMMAIRE**

PAGE 1 : Intoxication, médias et politique : les faiseurs d'opinion (suite p. 3). Le travail c'est pas de la tarte ! (suite p. 2).  
PAGE 2 : Le travail c'est pas de la tarte ! (suite de la « une »).  
PAGE 3 : Intoxication, médias et politique : les faiseurs d'opinion (suite de la « une »). Echos de presse, Les guignols sont de retour... les bouffons s'en vont !, Infos FA.  
PAGE 4 : Déchristianisons-nous, Associations, Vallée d'Aspe, Infos FA.  
PAGE 5 : Spécial Manufacture.  
PAGE 6 : Exactions fascistes en Allemagne, Brèves internationales.  
PAGE 7 : L'histoire en chantant, Redécouvrir William Godwin, Sélection RL, l'actualité du mois en dessins.  
PAGE 8 : Ciné sélection : Nulle image n'est innocente, Nouvelles du front, Infos FA.